

Lettre d'information

Nous avons le plaisir de vous communiquer dans cette lettre d'information les métadonnées des arrêts prononcés récemment par la Cour constitutionnelle. Ces métadonnées contiennent le numéro et la date de l'arrêt, le(s) numéro(s) de rôle de l'affaire, la nature de la procédure, la (les) norme(s) contrôlée(s), le(s) dispositif(s) et les mots-clés de l'arrêt. De plus, en cliquant sur le lien, vous pouvez accéder directement à l'arrêt demandé.

Numéro d'arrêt : 155/2020

Date d'arrêt : 26/11/2020

Numéro(s) de rôle : 6708

Procédure : Recours en annulation

Norme(s) contrôlée(s) : Ordonnance de la Région de Bruxelles-Capitale du 23 décembre 2016 « relative à la taxe régionale sur les établissements d'hébergement touristique » (art. 12)

Mots-clés : Taxe régionale sur les établissements d'hébergement touristique - Région de Bruxelles Capitale - Devoir d'information de l'intermédiaire - *Airbnb Ireland UC*

Dispositif(s) : Questions préjudicielles posées à la Cour de justice de l'Union européenne

Document PDF : <https://www.const-court.be/public/f/2020/2020-155f.pdf>

Numéro d'arrêt : 156/2020

Date d'arrêt : 26/11/2020

Numéro(s) de rôle : 6917

Procédure : Recours en annulation

Norme(s) contrôlée(s) : Code bruxellois du Logement (art. 233, § 2, inséré par l'article 15 de l'ordonnance de la Région de Bruxelles-Capitale du 27 juillet 2017 « visant la régionalisation du bail d'habitation »)

Mots-clés : Logement - Région de Bruxelles-Capitale - Baux d'habitation - Contentieux - Interdiction de la clause d'arbitrage - Règles répartitrices de compétences

Dispositif(s) : Rejet du recours

Document PDF : <https://www.const-court.be/public/f/2020/2020-156f.pdf>

Note informative : <https://www.const-court.be/public/f/2020/2020-156f-info.pdf>

Numéro d'arrêt : 157/2020

Date d'arrêt : 26/11/2020

Numéro(s) de rôle : 7170

Procédure : Question préjudicielle

Norme(s) contrôlée(s) : Loi du 17 juin 2013 « relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions » (art. 14 et 24)

Mots-clés : Droit administratif - Marchés publics - Qualité de l'instance adjudicatrice - Voies de recours - Compétence juridictionnelle - 1. Conseil d'État 2. Pouvoir judiciaire

Dispositif(s) : Non-violation

Document PDF : <https://www.const-court.be/public/f/2020/2020-157f.pdf>

Numéro d'arrêt : 158/2020

Date d'arrêt : 26/11/2020

Numéro(s) de rôle : 7230

Procédure : Questions préjudicielles

Norme(s) contrôlée(s) : Loi du 10 février 2003 « relative à la responsabilité des et pour les membres du personnel au service des personnes publiques » (art. 5)

Mots-clés : Responsabilité des membres du personnel des personnes publiques - Action en dommages et intérêts ou action récursoire des personnes publiques - Recevabilité - Offre de règlement amiable préalable

Dispositif(s) : Non-violation

Document PDF : <https://www.const-court.be/public/f/2020/2020-158f.pdf>

Numéro d'arrêt : 159/2020

Date d'arrêt : 26/11/2020

Numéro(s) de rôle : 7240 • 7249

Procédure : Recours en annulation

Norme(s) contrôlée(s) : Loi du 7 avril 2019 « modifiant la loi du 25 mars 1964 sur les médicaments en ce qui concerne les indisponibilités de médicaments » (art. 3, 2°)

Mots-clés : Soins de santé - Loi de 1964 sur les médicaments - Distribution en gros de médicaments - Autorisation - Conditions - Limitations imposées aux grossistes-répartiteurs - Recours sans objet en conséquence de l'arrêt n° 146/2019

Dispositif(s) : Rejet des recours

Document PDF : <https://www.const-court.be/public/f/2020/2020-159f.pdf>

Numéro d'arrêt : 160/2020**Date d'arrêt :** 26/11/2020**Numéro(s) de rôle :** 7256 • 7258 • 7265 • 7274 • 7275 • 7348**Procédure :** Questions préjudicielles**Norme(s) contrôlée(s) :** Code des impôts sur les revenus 1992 (art. 376, §§ 1er et 2)**Mots-clés :** Droit fiscal - Impôts sur les revenus - Impôt des personnes physiques - Dégrèvement d'office des surtaxes - Conditions - Fait nouveau - Inconstitutionnalité d'une disposition fiscale réglementaire**Dispositif(s) :** Non-violation (article 376 du Code des impôts sur les revenus 1992, dans l'interprétation selon laquelle les décisions des cours et tribunaux constatant l'inconstitutionnalité d'une disposition réglementaire en matière fiscale ne constituent pas un élément nouveau qui entre en considération pour le dégrèvement d'office de surtaxes)**Document PDF :** <https://www.const-court.be/public/f/2020/2020-160f.pdf>**Numéro d'arrêt : 161/2020****Date d'arrêt :** 26/11/2020**Numéro(s) de rôle :** 7432**Procédure :** Recours en annulation**Norme(s) contrôlée(s) :** - Arrêté ministériel du 23 mars 2020 « portant des mesures d'urgence pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19 »

- Arrêté ministériel du 5 juin 2020 « modifiant l'arrêté ministériel du 23 mars 2020 portant des mesures d'urgence pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19 »

Mots-clés : Procédure préliminaire - Recours en annulation - Irrecevabilité manifeste**Dispositif(s) :** Rejet du recours**Document PDF :** <https://www.const-court.be/public/f/2020/2020-161f.pdf>